

Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine



Projet accompagnement  
OUBÉC - GUATEMALA

Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones  
Aboriginal People Research and Knowledge Network

Justice  
Transnationales  
Extractives (JUSTE)

## PROGRAMME

3<sup>e</sup> édition du colloque international  
*Plan Nord, plans Sud*

### **Résistance dans les Amériques : Crimes socio-environnementaux et minières canadiennes**

26, 27 et 28 avril 2012

320 rue Ste-Catherine Est, Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R525, Université du Québec à Montréal

La multiplication et la diversification de mégaprojets miniers dans les Amériques constituent une grave menace pour les écosystèmes, les communautés et la santé des populations. La législation en vigueur concernant la protection de l'environnement et les droits des citoyens et autochtones est rarement suffisante tandis que les États ne sont souvent pas en mesure de la faire respecter par les entreprises minières. De leur côté, les populations mobilisées pour la défense de leurs territoires font régulièrement face à la criminalisation de leur résistance. Malgré tout, les communautés résistent contre les violations de leurs droits en déployant une grande diversité de stratégies et mettant en place des processus pour la justice environnementale et sociale.

#### **JEUDI, 26 AVRIL À 17H30 – SALLE DS-R525**

Ouverture traditionnelle Mohawk

Conférence d'ouverture : *Plan Nord, plans Sud : Malartic (Québec) et Famatina (Argentine) face à Osisko*

Projection de *L'or des autres*, du réalisateur Simon Plouffe

#### **VENDREDI, 27 AVRIL - SALLE DS-R525**

8h30-8h45 Accueil et inscription

8h45-9h00 Mot d'ouverture

#### **9h00-10h45 - PANEL 1 : MOBILISATION ET RÉSISTANCE**

Ces dernières années, on constate à travers les Amériques, une forte recrudescence des mouvements sociaux de résistance face à la multiplication et à l'expansion des mégaprojets miniers. Divers acteurs sociaux se structurent et se mobilisent et de multiples stratégies (politiques, juridiques, éducatives, communautaires, de réseautage local, national, international, etc.) sont mises en œuvre tant au Nord qu'au Sud. La mobilisation et la résistance se manifestent sous diverses formes : consultations populaires, assemblées, marches, activités culturelles, lobbying, actions directes, etc. Malgré les énormes difficultés, les gains concrets obtenus sont à reconnaître (moratoires sur l'exploitation, interdictions à exploiter certains territoires, etc.), notamment au Panama, en Argentine, au Costa Rica, au Pérou... L'objectif de ce panel est d'explorer différents processus de mobilisation et de stratégies de résistance : leur trajectoire, les gains, les apports, les apprentissages, les enjeux, les défis, les projections, etc.

10h45-11h00 - Pause

#### **11h00-12h30 - PANEL 2 : AUTONOMIE ET TERRITOIRE**

Au cœur des mobilisations sociales de résistance se forge et s'articule une nouvelle politique et vision du territoire associée à la prise de conscience du droit à l'autodétermination, tout à fait en opposition à l'agenda des entreprises qui visent l'appropriation des territoires pour une exploitation illimitée des richesses naturelles. Les communautés proposent des projets socioéconomiques alternatifs à échelle locale (ex. : développement écotouristique, aménagement des bassins versants, adoption du statut de zones protégées et patrimoines immatériels, de zones libres d'exploitation minière, etc.). Ce panel vise à explorer des formes de développement alternatif mettant en valeur une autre vision du développement, de la souveraineté des peuples, des biens naturels et communs, et qui constituent une expression d'une autonomie locale, de l'exercice des droits humains, des droits territoriaux et des modes de vie alternatifs (incluant les droits de la nature, la notion de bien vivre ou *buen vivir*, la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire, l'auto et cogestion des communautés).

12h30-13h30 - Dîner

### 13h30-15h30 - ATELIERS

Atelier 1 : *Stratégie d'acceptabilité sociale de l'industrie minière* – Salle DS-1420

Atelier 2 : *Stratégies de résistance et de mobilisation sociale* – Salle DS-1520

Atelier 3 : *Alternatives de développement face aux méga projets miniers* – Salle DS-1525

Atelier 4 : *Mécanismes de participation et de consultation* – Salle DS-1540

Atelier 5 : *Techniques de recherche internet sur les minières transnationales* – Salle DS-1545

### 15h45-16h30 - TABLE RONDE

*Enjeux socio-environnementaux dans les Amériques*, Salle DS-R525

17 h à 22 h 00 - FESTIF MUSICAL – PAQG, Pub St-Ciboire

## Samedi, 28 avril - Salle DS-M445

8h30-8h45 Accueil et inscription

8h45-9h00 Mot d'ouverture

### 9h00-10h45 - PANEL 3 : CRIMINALISATION DE LA RÉSISTANCE

Les situations où la contestation et la résistance des communautés sont réprimées et criminalisées par les États sont de plus en plus nombreuses. Les appareils juridiques et politiques sont régulièrement mis au service d'une criminalisation, qui prend différentes formes et vont de la répression policière, à l'incarcération, aux menaces et jusqu'aux attentats et assassinats. La criminalisation de la résistance est souvent associée à diverses stratégies de discrimination et d'oppression (différentes formes de désinformation et de censure, telles les SLAPP, le profilage politique, etc.). Ce panel vise à explorer le fonctionnement de la criminalisation de la protestation sociale ainsi que les mécanismes opérant entre les États, les entreprises et les médias pour faciliter sa mise en œuvre.

10h45-11h00 - Pause

### 11h00-12h30 - PANEL 4 : CADRES NORMATIFS ET LEGAUX

Divers cadres normatifs et légaux (lois, codes miniers, traités binationaux, traités de libre-échange, etc.) ont été mis de l'avant pour favoriser l'implantation de projets d'exploitation de richesses naturelles, permettant l'expansion des mégaprojets de même que l'impunité des entreprises. D'autre part, fruits d'importantes luttes sociales, des traités internationaux et des législations nationales (pactes, déclarations, conventions, etc.) ont été adoptés et offrent des outils de défense de droits aux populations affectées par les projets extractifs, notamment aux populations autochtones, souvent les premières à subir l'impact de tels projets. L'objectif de ce panel est de rendre compte des impacts et des limites des cadres normatifs et légaux en vigueur, en considérant celles favorisant les entreprises ainsi que celles qui interviennent pour protéger les droits humains et l'environnement.

12h30-13h30 - Dîner

### 13h30-16h00 - Salle DS-M425 ASSEMBLÉE POPULAIRE SUR L'INITIATIVE DE TRIBUNAL POPULAIRE SUR L'INDUSTRIE EXTRACTIVE CANADIENNE / ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE JUSTICE TRANSNATIONALES EXTRACTIVES (JUSTE)

Justice transnationales extractives (JUSTE) est un organisme sans but lucratif dont l'objectif est de présenter un Tribunal des peuples sur l'industrie extractive canadienne afin de sensibiliser la population canadienne aux violations des droits humains commis par cette industrie et de favoriser ainsi l'adoption de lois contraignantes sur la responsabilité sociale de ces entreprises ici comme à l'étranger.

En mars 2010 s'est tenue la première assemblée générale de l'organisme dans le cadre du colloque *Plan Nord, Plans Sud*. Lors de cette 3<sup>e</sup> édition du colloque, le comité organisateur de JUSTE convie de nouveau le public à prendre part à l'action contre les abus des entreprises extractives, en participant à cette assemblée générale. Nous y présenterons l'avancement de nos travaux ainsi que l'approche droits humains et environnement qui sera utilisée pour documenter et juger les cas et nous solliciterons l'avis de nos membres sur différents points, notamment le choix des cas qui seront jugés par le Tribunal populaire. L'Assemblée populaire est ouverte à toutes, membres et sympathisants ([tribunal.canadien.communication@gmail.com](mailto:tribunal.canadien.communication@gmail.com))

16h00 - Clôture traditionnelle Mohawk

## COMITÉ ORGANISATEUR

- **Gerardo Aiquel**, Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine (QUISETAL) / L'Entraide missionnaire
- **Anouk Nadeau-Farley**, Comité pour les droits humains en Amérique latine, (CDHAL)
- **Marie-Ève Marleau, Isabel Orellana, Franchezca Serrano**, Groupe de recherche en éducation et formation à l'environnement, UQÀM
- **Ximena Cuadra, Blaise Plantel**, Observatorio ciudadano Chil
- **Iona Radu**, DIALOG
- **Marie-José Béliveau**, JUSTE
- **Nicolas Van Caloen**, QUISETAL
- **Laurence Dubuc-Valentine**, Projet Accompagnement Québec-Guatemala
- **Équipe** du Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

## EN PARTENARIAT AVEC

- L'Institut d'études internationales de Montréal – IEIM UQÀM
- Mining Injustice Solidarity Network
- Mining Watch

## GRÂCE À LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE

- Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) – MRI – AQOCI
- Caisse d'économie solidaire Desjardins, qui contribue à bâtir un Québec plus juste dans la perspective d'un développement durable ([www.caissesolidaire.org](http://www.caissesolidaire.org))
- CSN International
- Département d'éducation pédagogique (DEP)
- Fonds de recherche d'Isabel Orellana, Groupe de recherche en éducation et formation à l'environnement, UQÀM
- Fondation Léo-Cormier
- Steelworkers Humanity Fund
- Fonds de justice sociale – TCA
- Inter Pares
- Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier- SCEP
- Confédération de Syndicats Nationaux - CSN, Conseil central
- Fédération nationale d'enseignants et enseignantes du Québec-FNEEQ
- Centrale des Syndicats du Québec- CSQ

## COMMANDITAIRE

- Café Santropol